

Covid19 : régulation de la faune sauvage

La préfecture du Gers lâche du lest chez les chasseurs afin que ces derniers puissent intervenir sur la faune sauvage



Covid19 : régulation de la faune sauvage

Durant la période du confinement, la chasse, comme toutes activités de loisirs, est interdite.

En cette période de l'année, correspondant habituellement à l'exercice de la chasse et à la réalisation d'une part très importante des prélèvements et à des semis sur un tiers de la surface agricole du département, la régulation des espèces de faune sauvage responsables des dégâts agricoles et sylvicoles est nécessaire.

Les modalités d'actions de régulation de la faune sauvage et de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts durant la période de confinement sont définies dans chaque département.

Dans ce cadre, Xavier Brunetière, préfet du Gers, a consulté les membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

A la suite de cette consultation et au regard de l'importance de préserver cet équilibre agro-sylvo-cynégétique dans le département, le préfet a décidé de réglementer ces actions de régulation par voie d'arrêté préfectoral pour la période du 11 novembre au 1er décembre.

Les actions de régulation concernent les seules espèces suivantes :

- le grand gibier : sangliers, cerfs, chevreuils (chasse en battue uniquement) ;
- d'autres espèces animales susceptibles d'occasionner des dégâts aux activités agricoles et forestières : renard, corneille noire, pie bavarde, ragondin (tir ou piégeage) et-pigeon ramier, en cours de classement (action de régulation en poste fixe et qui ne peut compter plus de 3 personnes) ;
- les cormorans (chasse par les seuls tireurs habilités).

Ces actions de régulation seront mises en œuvre dans le strict respect des gestes barrières (limitation du nombre de participants aux actions de régulation, interdiction de collation ou de repas collectifs, distanciation de 2 mètres, gel hydroalcoolique, port du masque).

Par ailleurs, un registre d'enregistrement des participants (nom, téléphone) permettant d'identifier éventuellement des cas contact, est mis en œuvre par les responsables de battue ou d'autres actions collectives de régulation.

Les participants devront également être munis d'une attestation dérogatoire de déplacement (case : Participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative), complétée par tout justificatif. Un seul déplacement quotidien est autorisé.

Les prélèvements effectués dans le cadre des actions de régulation feront l'objet d'un relevé hebdomadaire. Sur cette base, les actions de régulation seront réévaluées chaque semaine.

L'objectif de ce dispositif est de garantir la pérennité des activités agricoles, d'éviter des dégâts causés aux cultures par ces espèces et de garantir la continuité des actions de préservation des peuplements forestiers.